

Jugement N°0117/2019/CJ/SIII/TCC

Du 04 juillet 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/0040

AMOUSSOU Cossi Désiré

(Maître Macaire ADOSSOU)

C/

La SOCIETE Béninoise d'Energie
Electrique représentée par Jacques
ZONSIGA

(Maître Filbert Toïdè BEHANZIN)

OBJET

Dommages-intérêts

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : François AKOUTA et Laurent
SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 06 juin 2019 ;

Jugement contradictoire prononcé à l'audience
publique du 04 juillet 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR

Désiré Cossi AMOUSSOU, de nationalité béninoise,
demeurant et domicilié à Houèto-Sohouncomey,
Arrondissement de Togba, Commune d'Abomey-
Calavi, tél : 95 03 53 12,

Assisté de Maître Macaire ADOSSOU, Avocat au
Barreau du Bénin ;

DEFENDERESSE

La Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE),
représentée par Jacques ZONSIGA, Société de l'Etat
béninois, au capital social de FCFA 10.000.000.000,
sis à l'avenue Gouverneur William PONTY, Cotonou,
tél : 21 31 21 45 ;

LE TRIBUNAL,

*Vu les pièces du dossier ;
Où les parties en leurs prétentions ;
Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 08 janvier 2019, Désiré Cossi AMOUSSOU a attiré la Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE) devant le tribunal de commerce de Cotonou pour solliciter :

- ✓ sa condamnation à lui payer la somme de FCFA soixante-dix millions (70.000.000) à titre de dommage-intérêts ;
- ✓ l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

A l'appui de ses demandes, Désiré Cossi AMOUSSOU expose que pour faciliter l'extension du réseau électrique dans sa zone d'habitation, en association avec d'autres souscripteurs, ils ont payé les frais y afférents à la SBEE ;

Que suivant le devis d'alimentation N°069/16/SBEE/DRA/CE/SGR/SP du 06 février 2017, ces travaux leurs ont coûté la somme de 4.477.594 F CFA ;

Qu'il a convenu avec la SBEE de bénéficier d'un droit exclusif de jouissance des installations sur une durée de cinq années sans qu'aucun raccordement ne soit fait sans son accord et une indemnisation préalable à son endroit ;

Qu'il a été surpris de constater que AKPOVO Joachim se fasse raccorder sur lesdites installations par la SBEE sans aucune formalité préalable à son endroit ;

Qu'il a fait procéder au constat de cette installation suivant procès-verbal du 22 octobre 2018 ;

Que dans le but d'un règlement amiable, il a fait signifier ledit procès-verbal à la SBEE avec sommation interpellative du 22 octobre 2018 ;

Que cette sommation est restée sans suite et la SBEE a maintenu le Sieur AKPOVO Joachim sur les installations sans aucun dédommagement ;

Qu'à l'audience du 23 janvier 2019, la SBEE a sollicité un règlement à l'amiable et lui a émis un chèque de FCFA cent treize mille deux cent cinquante (113.250) ;

Que cependant, la SBEE n'a pas tenu compte de la gravité des faits et des divers frais engagés par lui dans le cadre de la présente instance ;

En réplique, la Société Béninoise d'Energie Electrique(SBEE), développe que la responsabilité civile est fondée sur la trilogie : faute, dommages et lien de causalité ;

Que seule l'existence cumulative de ces trois critères donne droit au paiement des dommages et intérêts ;

Qu'en l'espèce, Désiré AMOUSSOU dénonce une violation de son droit de jouissance exclusive des installations électriques, sans rapporter la preuve du dommage par lui subi ;

Que les frais de participation de Joachim AKPOVO qui s'élèvent à 113.650 lui ont été entièrement reversés ;

Qu'il y a absence manifeste de préjudice et que les conditions requises pour accueillir la demande des dommages et intérêts ne sont pas réunies ;

Qu'elle sollicite en conséquence, le rejet de cette demande ;

1. Sur les dommages et intérêts

Attendu que toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur de l'obligation ;

Attendu qu'en l'espèce, il résulte des débats et des pièces du dossier que la SBEE a conclu un contrat d'extension électrique avec Cossi Désiré AMOUSSOU impliquant une jouissance exclusive des installations pour une durée de cinq (05) années, sauf en cas de consentement ou d'indemnisation préalable ;

Que cependant, avant le terme dudit contrat, la SBEE en violation de ses obligations contractuelles, a raccordé AKPOVO Joachim sur lesdites installations sans le consentement de AMOUSSOU Cossi Désiré ;

Qu'en dépit de la sommation interpellative signifiée le 22 octobre 2018, la SBEE n'a daigné honorer ses engagements ;

Qu'en agissant ainsi la SBEE lui a causé un préjudice par le fait de n'avoir pas permis à celui-ci d'être indemnisé pour compenser les frais engagés ;

Que c'est donc à juste titre que AMOUSSOU Cossi Désiré sollicite les dommages-intérêts ;

Que cependant, la somme de soixante-dix millions (70.000.000) Francs CFA sollicitée en réparation du préjudice subi paraît exagérée et injustifiée ;

Qu'au regard des éléments du dossier, il convient de ramener le montant de la condamnation de la SBEE à la somme de deux millions (2.000.000) Francs CFA pour toutes causes de préjudices confondus ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Condamne la Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE) à payer la somme de deux millions (2.000.000) FCFA à AMOUSSOU Cossi Désiré à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;

Condamne la Société Béninoise d'Energie Electrique aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT